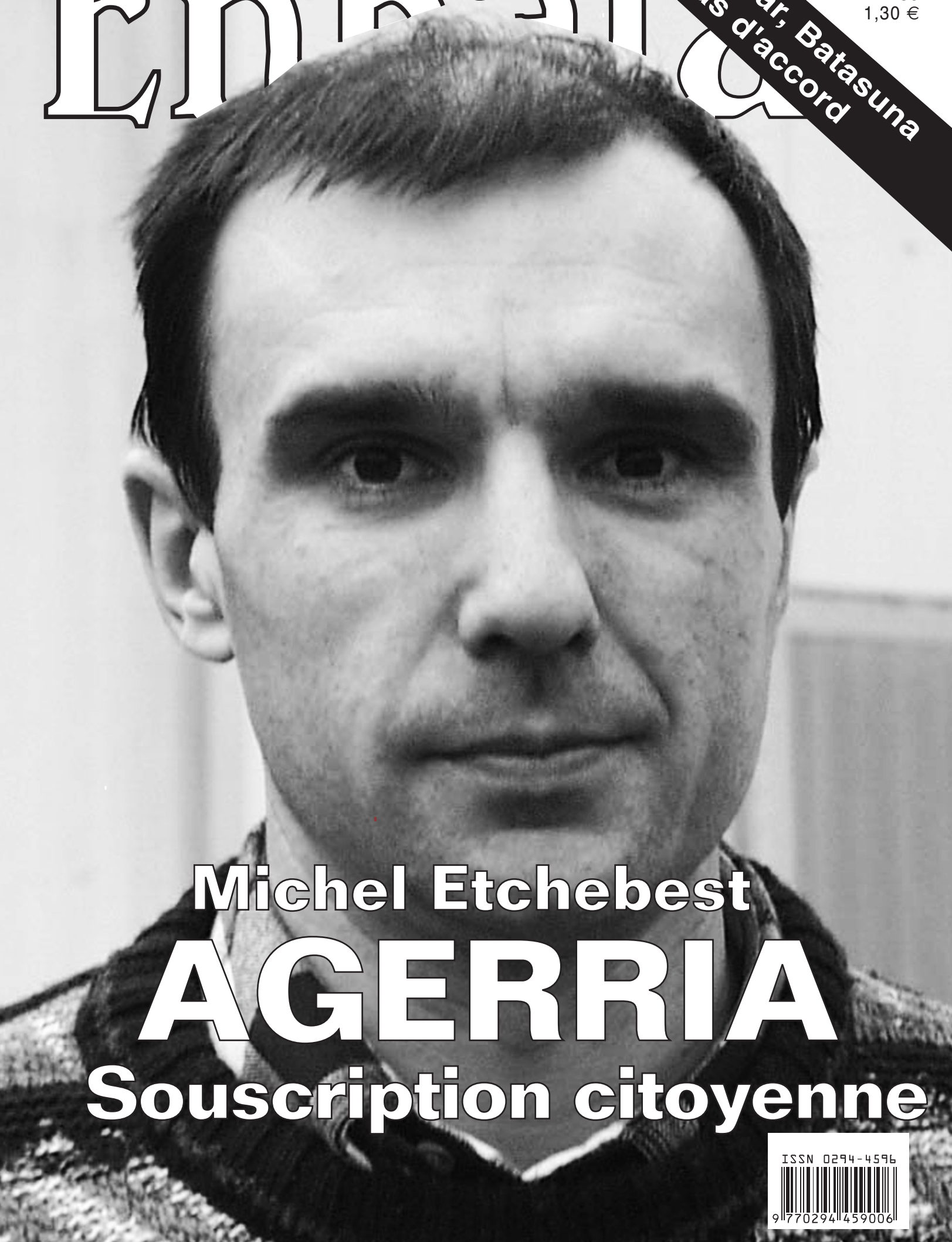


Enbata

EA, Aralar, Batasuna
pas d'accord

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
12 août 2010
n° 2139
1,30 €



Michel Etchebest

AGERRIA

Souscription citoyenne

ISSN 0294-4596
9 770294 459006



Un nouveau Droit international

C OUP de tonnerre dans le concert des nations: l'indépendance du Kosovo, déclarée unilatéralement par son parlement provincial le 17 février 2008, n'a "violé ni le droit international général, ni la résolution 1244 (de 1999) du Conseil de sécurité, ni le cadre constitutionnel". Cette sentence proclamée à La Haye le 22 juillet dernier par la Cour internationale de justice, répond au recours de la Serbie obtenu le 8 octobre 2008 à l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est une grande première, car jusqu'ici les indépendances découlaient, bon gré mal gré, d'un accord entre les deux parties en opposition, Pays Baltes, Algérie, Tchécoslovaquie...

L'indépendance du Kosovo, ancienne province serbe, qui compte deux millions d'habitants, dont 90% sont Albanais (1), avait été reconnue par 69 pays dont 22 des 27 membres de l'Union européenne. Parmi les cinq refus européens, l'Espagne y voyait là une caution juridique aux aspirations séparatistes catalanes et basques. Cette position de Madrid n'a pas, pour le moment, évolué depuis la récente décision de la Cour internationale de justice malgré la forte pression des organes européens, dont le Parlement de Strasbourg, et des Etats-Unis. Contredit par l'ONU, dont dépend la Cour de justice, le ministre des Affaires étrangères espagnol, Miguel Angel Moratinos, souligne que la décision de La Haye n'est pas contraignante et que l'Espagne n'a pas à revoir sa position. Maria Teresa Fernandez de la Vega, vice-présidente du gouvernement Zapatero, entend différencier les situations: "La comparaison entre le Kosovo et la Catalogne est irréaliste".

En effet, la guerre des Balkans a pris fin par les accords de Dayton qui, sous l'égide des Nations Unies ont dessiné la carte des différents Etats indépendants nés de l'éclatement de la Yougoslavie. La Serbie était un de ceux-là avec sur son territoire, au nord l'autonomie de la Voïvodine et au sud celle du Kosovo. La revendication indépendantiste du Kosovo s'est incarnée, dans les années 1990, dans le leader pacifiste Ibrahim Rugova qui mit sur pied une société parallèle et organisa des élections clandestines dans l'indifférence de la communauté internationale. Les Albanais du Kosovo déçus se retrouvèrent alors en 1997 dans l'Armée de libération, UCK, qui se livra à une gué-

rilla contre l'occupant serbe. Milosevic y répondit par des massacres épouvantables. Un million d'Albanais, un sur deux, quittent leur pays, 13.000 sont tués, 1.862 personnes sont toujours disparues. Pour mettre fin à ce conflit disproportionné, l'aviation de l'OTAN bombarde Belgrade et contraint Milosevic à se retirer du Kosovo mis sous tutelle d'une force de l'OTAN, la KFOR.

La comparaison entre Kosovo et Catalogne / Pays Basque ne résiste pas, en effet, quand aux moyens et au processus mis en œuvre pour l'indépendance. Au Kosovo l'indépendance s'est construite sur l'affrontement violent entre deux armées, celle de l'impérialisme serbe et celle de l'UCK albanaise avec, comme point d'orgue, l'intervention de l'aviation de l'OTAN. Même l'implication d'ETA n'est en rien comparable. Qui d'ailleurs souhaiterait chez nous une souveraineté au prix payé au Kosovo sans la certitude d'une issue symétrique? L'exemplarité de la décision de la Cour internationale de justice réside ailleurs, et là nous sommes dans une problématique semblable avec la Catalogne/Pays Basque. Elle est dans la reconnaissance, par l'ONU, d'une indépendance auto-proclamée d'un territoire dépendant juridiquement d'un de ses Etats membres.

La bonne nouvelle pour un démocrate basque réside dans cette primauté donnée au Droit sur toute autre considération. C'est pour cela que l'Espagne traîne les pieds et pourtant elle ne redoute nullement sur son sol le spectre d'un conflit balkanique qui la ramènerait aux pires moments de la guerre civile de 1936, ses tueries intestines et ses interventions étrangères préludes à la deuxième guerre mondiale. Nous savons désormais, avec la jurisprudence du Kosovo, qu'une indépendance auto-proclamée ne viole pas le droit international général. A cet éclairage-là on regrettera l'acte manqué du Plan Ibarretxe préalablement torpillé par le PNV qui s'en remettait aux instances parlementaires et judiciaires de l'Espagne. Les Catalans, en revanche, forts de la montée en puissance de leur irrédentisme pourraient puiser dans ce nouveau Droit international les voies de leur liberté.

(1) Les albanophones sont de confession musulmane, les Serbes parlent le serbo-croate et sont chrétiens orthodoxes.

Eraginkortasuna helburu

J OAN den uztailan Euskal Konfederazioa eta Kontseilua elkarteek Ametzondo itzulgunean diren bide seinalitika frantses elebakarrak sinbolikoki elebidundu dituzte. Karia hortara hizkuntz lege baten beharra berriz azpimarratu dute.

Ekintza horren ondotik sarean agertu artikuluetan iruzkin ezberdinak irakurtzen ahal ziren. Ainitzetan Iparraldeko herrien sartzeta eta ateratzeetan diren herri izenen seinaleei buruzko zorbait gogoeta ikusten ahal ziren. Batzuzentzat, konduan hartuz iparraldeko jendartearen osaketa (%25a euskalduna, eta %75 erdalduna), seinale horien elebiduntzea da premiazko helburua eta arlo hortan frantses administrazioaren atzera pausuen gaitzestea. Besteentzat, bide seinaleak arras elebakarrak izan behar dira, diglosia egoera batean hizkuntza guttitiuak beti galtzen baitu. Ondorioz seinaleak euskara hutsean izan behar dira. Ohar batek, bi bide horien «eraginkortasuna» hobeki nehurtzeko parametro zehatz bat plazaratu du. «Gakoa ez da gauzak zergatik egiten ditugun, baina zeren lortzeko egiten ditugun eta nori zuzenduz!». Hots «Zer lortu nahi dugu, nori mezua hel araziz... eta zehazki gure egiteko moldeek zer heinetan gure helburuen gauzatzea lortzen dute» beti argi ukan behar ditugu gure militantzian.

Duela zorbait urte Alerte OGM taldeak Iparraldeko hainbat herritako sartzeta lortu zuen seinale berezi batzuren bidez (3 erleekilakoa) JAOen aurkako kanpaina bat plantan ezartzea. Garai hartan, JAOei buruz hainbat hitzaldi, mobilizazio, etabar. antolatu zituzten molde ezberdinetan laborariak, herritarrak, zientzialariak eta hautetsiak hunkituz. Besteak beste, garai hartan, JAOek tokiko ekoizpen mota ezberdinak kutsatzeko zuten arriskua jadanik aipatua zen. Hots entsegu eremuetan egin ikerketen ondorioz Euskal Herriko Laborantzariek bezala kalitatezko ekoizpenak dituzten guneetan sekulako kutsadurak egiteko arriskua aurreikusten zen. Hala ere Estatu Batuetan jitez aldatutako koltzak artoski erabiliak izan dira. Hots koltzari ezarri diote belar pozoinari erresistentzia egiteko behar den genea. Atera berria den inkesta batek argi utzi du koltza horiek alde guzietara barreatu direla, transgeniko ezberdinak gurutzatu direla beren artean... eta txarrago oraino, koltza transgenikoa hamar bat belar «tzarrek» hibridatu dela... haien erresistentzia pozoin ezberdinei haundituz.

Hots, izan dadin bio edo hizkuntz aniztasunaren defentsan, izan gaiten eraginkor... zeren frantses estatuak edo agro industriak badakite beren helburuen lortzen eta gauzatzen.



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

Le Pays Basque et le Plan climat

● Pantxoa Bimboire

Le Garapen Kontseilua se penche sur le dossier de l'environnement, par le biais du Plan Climat. Vous en lirez, sans doute, la synthèse dans le site www.lurraldea.com, je vous y invite car ce billet serait trop long et fastidieux s'il devait en résumer les 44 pages. Ce plan ne tombe pas «*du ciel*», il découle de la mobilisation européenne sur le sujet avec l'objectif des 3*20: d'ici à 2020, réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre, porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation, et, diminuer de 20% les consommations totales. Grenelle 1 a confirmé cet engagement, pour l'hexagone, il y a un plan aquitain depuis 2006, et un plan climat Pays Basque depuis 2009...



Quelques observations sur ce «livre blanc»

● Le climat s'arrête à la frontière

Curieusement, et contrairement à l'engagement du contrat territorial (le transfrontalier sera une préoccupation «*transverse*» pour chacune des actions du contrat territorial), la cohérence avec le Gipuzkoa et la Navarre n'est pas précisée. Il aurait été utile de connaître l'équivalence de ce plan climat pour nos cousins d'Hegoalde, ainsi que les bonnes pratiques des acteurs (tant territoriaux que privés). Cette situation d'oubli montre bien que certains sujets du Garapen kontseilua restent à vision «*verticale*» (Paris, Aquitaine, puis Département/Pays Basque).

● L'agriculture absente de la synthèse

Pourtant représentant 32% des émissions de CO2 (l'industrie et les transports représentant respectivement 21 et 20%), le dossier ne donne pas les clés et leviers pour les maîtriser... On sent bien néanmoins que «*naturellement*», le monde agricole étant en régression lente, l'influence sur la décroissance des émissions suit (-14% entre 1990 et 2005, alors que +25% sur le résidentiel et le tertiaire). De plus, alors que dans la 2^e partie de l'ouvrage des bonnes pratiques sont décrites, pour beaucoup de secteurs différents (tertiaire, collectivités publiques, entreprises, etc.), celles du monde agricole sont absentes alors qu'il aurait été possible et utile d'en citer (les modèles agricoles ayant des conséquences relativement importantes en matière de CO2). Je laisse ici le soin à d'autres experts de prendre le relais, mais je ne voudrais pas passer sous silence, le courage de la municipalité de Bidart, d'avoir préempté pour réaffectation de terre à une destination agricole (dans le droit fil des actions que l'on voit maintenant souvent en Europe de création de ceinture maraîchère autour des villes moyennes).

● Le manque d'expertise sur le photovoltaïque (et la mainmise toute puissante de l'EDF)

Comme l'ont soulevé les représentants agricoles en cours de réunion de présentation, le foncier agricole du Pays Basque n'a pas vocation à être équipé de panneaux. Les fermes photovoltaïques ne fleuriront pas ici (contrairement à la situation landaise). Le participant ELB a évoqué aussi le besoin d'expertise sur ce sujet (relativement «*tarte à la crème*») dans lequel on entend tout et son contraire. En effet, le nouveau monstre issu de services communs d'EDF et d'Areva créé début juillet suite aux déconvenues survenues sur un Appel d'offre d'un

marché important, au cours duquel la Corée du Sud a été choisie au détriment de la France, n'inspire que peu de confiance en la matière. Plusieurs faits alimentent mon propos: les tarifs de rachat d'électricité ont baissé entre 2009 et 2010 de façon incohérente par rapport au discours de l'énergie renouvelable. De plus, il faut le savoir, le prix de rachat est considérablement baissé si l'installation n'est pas intégrée à l'architecture, rendant la rentabilité du projet plus que limitée dans le cas d'une installation existante (et le vouant à être cantonné à des réalisations publiques pour lesquelles «*l'affichage*» est plus important que la rentabilité intrinsèque). Certains précisent aussi que la fabrication du panneau est relativement consommatrice d'énergie, au point de mettre en cause son utilité environnementale. Enfin, les augmentations tarifaires récentes et très importantes de l'EDF (+50% en 2 ans pour le tarif vert industriel, pour une entreprise consommant 700.000kw/an, par exemple) sont expliquées par le fournisseur par un alignement sur l'Europe. En fait, la raison cachée est, d'une part, que le parc nucléaire est vieux, pas toujours sûr et à renouveler avec des coûts monstrueux et, d'autre part, que la typologie de la distribution (réseaux électriques) est complètement différente si on arrose le pays par un trentaine de centrale ou par un maillage hyper dense de micro producteurs photovoltaïques... Une adaptation coûteuse serait à faire et l'EDF semble freiner, engluée qu'elle est par une distribution issue de macro production par le nucléaire.

● Les transports

Responsables de 20% des émissions, ils ne sont qu'une conséquence d'un aménagement à créer et pour lequel le Pays Basque manque cruellement d'autorité et de compétence. La situation actuelle de foncier émiété (renforcée par avec une tendance lourde, ces 30 dernières années) en fait un sujet sur lequel les bonnes intentions risquent de n'avoir qu'une efficacité globale limitée... Ils sont néanmoins inscrits «*en dur*» dans le livre, avec les termes volontaristes «*d'écomobilité et d'urbanisme responsable*»... Qui peut être contre, mais qui ose refuser des permis de construire de construction non planifiée à l'avance...

● Le tertiaire et le résidentiel

16% des émissions de CO2 (il a progressé de 25% en quinze ans). C'est peut-être la conséquence du succès du Pays. Il est évoqué sur ce thème l'objectif énergétique des logements: être inférieur à

●●● et réjoui du communiqué annuel de l'Elysée faisant état du bon état de santé du Président de la République. Après son discours ultra sécuritaire, ségrégationniste sur les Roms et ses menaces de retrait de citoyenneté, on était en droit d'avoir quelques doutes... Il est vrai que les examens ne concernent que l'état physique.

●●● et réjoui de l'inscription par l'UNESCO de la Fournaise de l'île de la Réunion au patrimoine de l'humanité. Dommage que la Poudrière canaque de Nouvelle-Calédonie n'est pas été retenue.

●●● pas tant que ça que, pour un film en tournage à Paris, Woody Allen ait dû s'y reprendre à 30 fois pour une scène muette de Carla Bruni sortant d'une boulangerie une baguette sous le bras. Le maître aurait-il oublié que pour une première dame de France acheter son pain est un vrai rôle?

●●● que la Commission d'enquête du Sénat juge «*anormal*» que le gouvernement ait été «*contraint*» d'acheter deux fois plus de vaccin grippe A que nécessaire et s'*'être empêtré dans des contrats déséquilibrés*». Coût de la non résiliation: 369,25 M€. Avec toutes ces piqûres perdues Roselyne aurait pu gagner 20 Tours de France.

●●● que le nouveau maire de Reykjavik, le comédien Jon Jnarr, se soit rendu à la gay pride travesti en femme avec rouge à lèvres, perruque blonde et sac à main jaune fluo. Allez Benoît, envoie-y le spécialiste Marc Aillet ramener un peu de vertu dans ce laisser-aller. Ça fera des vacances pour tout le monde.

(Suite dernière page)



Pour le renouveau de la Soule

Enbata interroge Michel Etchebest, maire de Mauléon, sur le projet Agerria réalisé par sa municipalité avec le concours d'une souscription citoyenne. L'ancien président de l'ikastola locale et de Herrikoa estime que le référendum Batera a confirmé l'attachement des Souletins au destin du Pays Basque.

ENBATA: L'EPFL (1) intervient à la demande de la mairie de Mauléon dans l'acquisition du domaine d'Agerria. En quoi consiste ce portage financier?

Michel Etchebest: Agerria est un monastère appartenant à la Congrégation de La Salle, ordre tourné vers l'éducation et l'enseignement. Le domaine d'Agerria avec ses 97 ha de bois et champs est venu à se vendre en début 2009 avec le départ des Frères. Cette propriété située à 500 m du centre-ville de Mauléon était une opportunité

en même temps qu'un très gros morceau pour notre collectivité.

Opportunité car la commune trouvait là de l'oxygène au niveau foncier, dans une commune encadrée dans la vallée du Saison et qui ne possédait aucune réserve foncière à notre arrivée à la tête de la commune en 2008.

Mais aussi opportunité car le site magnifique qui avait déjà une activité d'accueil avec la présence des Frères, doit pouvoir être exploité dans ce sens, au vu des installations existantes et donc générer de l'activité économique pour la commune et le territoire.

Gros morceau enfin car le prix d'achat représente environ deux années du budget d'investissement de la commune!

De fait, entre concurrence avec d'autres acheteurs, création d'une ZAD qui octroyait le droit de préemption à la commune, et négociation, la vente s'est faite à l'EPFL le 8 juin 2010 seulement. Clairement sans l'aide technique et financière de l'EPFL, cette acquisition n'aurait pu se faire. Et ceci simplement car la commune n'avait absolument aucun projet à installer sur le site et aucune banque n'aurait suivi. L'opportunité était simplement là, et je salue la volonté du conseil municipal de Mauléon d'y «être allé». A nous de travailler au projet maintenant.

Enb.: Pour l'acquisition du domaine d'Agerria, vous avez fait appel à la souscription des Mauléonais. Cette participation citoyenne pour constituer les fonds propres de l'opération, au côté de la Collectivité territoriale, est une première pour l'EPFL. Pourriez-vous en faire l'historique?

M. E.: L'historique est assez simple: Agerria arrive à se vendre. Nous arrivons à «protéger» la collectivité en obtenant la création d'un périmètre de ZAD par le Préfet, ceci après discussion avec la DDA et DDE.

Mais la démarche, pour arriver au bout, devait trouver une articulation juridique et surtout une cohérence, pour faire que ce projet soit un projet collectif et non le projet d'un conseil municipal.

Je connaissais l'existence des partenariats public/privés sans être jamais entré dans les détails. Et là, nous avons eu un exercice grandeur nature à réaliser, de plus avec l'originalité

“Opportunité car la commune trouvait là de l'oxygène au niveau foncier car encadrée dans la vallée du Saison.”

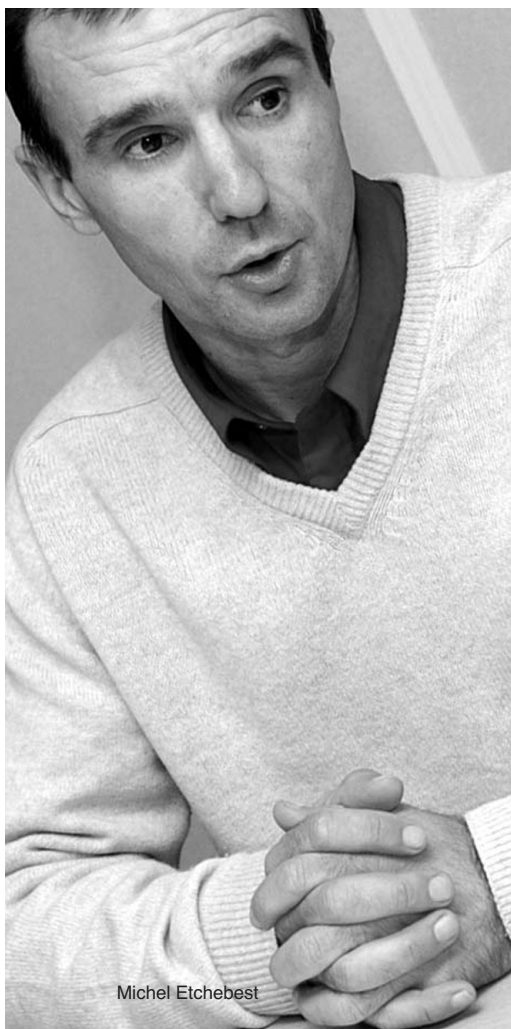
“La charte qu'a signé chaque souscripteur avant de devenir actionnaire d'Agerria stipule bien que personne ne vient pour son intérêt particulier dans ce projet.”

“Je crois que ce qui s'est passé en Soule avec la consultation Batera est édifiant à plusieurs niveaux. Tout d'abord cette conscience d'appartenir au Pays Basque sans complexe.”

de faire participer des petits actionnaires privés ce qui est sûrement une première. Nous avons créé une Société d'économie mixte ou SEM. C'est une Société anonyme, tout à fait normale, avec une seule différence, c'est que la collectivité est obligatoirement majoritaire au capital. Et cette «petite» différence est énorme à y bien penser, car elle donne tout son sens collectif au projet. D'ailleurs la charte qu'a signé chaque actionnaire avant de devenir actionnaire d'Agerria stipule bien que personne ne vient pour son intérêt particulier dans ce projet.

La SEM Agerria a un capital de 537.000 € apportés pour 280.000 € par la commune de Mauléon, 50.000 € apportés par la Communauté de communes de Soule et 207.000 € apportés par 170 actionnaires privés, Mauléonais et Souletins à 80 % et le solde sur le Pays Basque. L'appel à actionariat privé s'est fait sur la base d'actions à 500 € ou à 1.000 €. En fait, seules trois personnes désiraient souscrire à 500 €, c'est donc la formule des actions à 1.000 € qui a été retenue. Ici aussi, la souscription par des privés, à un projet assez peu défini comme je l'ai dit plus haut, est à souligner et cela augure bien du potentiel de mobilisation des Souletins pour des nouveaux projets éventuels.

La SEM est dirigée par un conseil d'administration de 10 membres, 6 représentent les collectivités et 4 représentent les actionnaires privés. Au sujet du capital, le conseil d'administration a décidé d'accepter tout nouvel actionnaire intéressé par la démarche. Avis aux curieux!



Michel Etchebest

JUNKAL, IÑAKI ETA AITOR, GASTEIZ TRANTSIZIOAN ETA DESHAZKUNDEA SAREKOAK

Gasteiz trantsizioan

"Aldaketaren zoriontasuna" espiritu baikorraz kutsatu eta Gandhik zion bezala
"Munduarentzat nahi duzun aldaketa izan zaitez!"



La formation, tant en interne qu'en externe, est très importante pour la "transition".

Alda! a traité par deux fois le thème des "villes en transition" via un approche universitaire ou générale et de terrain mais extérieure au Pays Basque. Voici comment des habitants de Gasteiz essaient de mettre en pratique les principes de la "Transition" dans le Vieux Gasteiz.

"Gasteiz trantsizioan" (<http://gasteizen-transicion.wordpress.com>) 2010eko apirilean sortu zen, gasteiztar batzuk Bilboko Deshazkunde taldeko batzarretan parte hartzearen ondorioz (www.deshazkunde.org). Helburua deshazkundearen ideia eta proposamenak praktikara eramatea zen, nazioarte mailan arrakasta izaten ari den "trantsizio hiriak" ekimena gure hirian, Vitoria-Gasteizen, aurrera eraman nahian. Modurik hobereana esparru txiki batean hastea zela bururatu zitzaigun, eta horrela, Gasteizko alde zaharra hartu genuen proiektu hau garatzeko gune.

Esan ohi dugunez, deshazkunde mugimenduaren ontasunik behinenetako bat politika, kultura, hizkuntza, geografia, erlijioa eta beste zenbait jatorri desberdinetako pertsona eta ekimenak aterpe beraren azpian bat egitea ahalbidetzen duela da.

Adibide gisa jarri genezake bai sindikatu anarkisten aldetik eta bai kristau komunitateen aldetik heldu zaigun jakin-mina, hala nola gure taldea eratzten duen jendearen jatorri politiko zein apolitikoa, edota ordura arte beste inolako ekimen edo mugimendu sozial edo politikotan parte hartu ez duten herritarrak erakartzeko erraztasuna.

Gure ustez oso abiapuntu garrantzitsua da hauxe.



"Dans les villes en transition, les solutions ou propositions alternatives sont issues du travail d'équipe des personnes membres de la communauté."

Ezagun dugu gure gizarteetan existitzen den "zaintzarenganako zorra". Bera gabe, etengabeko hazkundearen paradigma ezin liteke izan. Era berean, eta emakumeak historikoki lan hau bere gain hartu izan duela jakitun, deshazkundea eta ekofeminismoaren arteko lotura zuzenak aurkitzen ditugula esan behar dugu.

Trantsizio mugimenduaren aburuz, herritarrok pairatzen ditugun arazoak gainditzea herritarren beraren kontzientziazioa eta parte hartzeagatik etorriko da. Eta mugimendu honek planteatzen duen ikuspuntuarekin bat gatoz. Emaitzak eta ordeko proposamenak komunitatea osatzen duten pertsona guztien taldelantetik sortuko dira hein batean.

Lan horrek, gainera, garai honetan horren beharrezko ikusten ditugun parte-hartzaileen ahalmentzea eta elkarren arteko batasun sentsazioa sortuko ditu, itxurazko eta mugatzaile diren desberdintasun politiko, erlijioso, geografiko edo dena delakoen gainetik.





Baratze komunitarioan parte hartzen

Azken batean, komunitateak era kontzientean bere oraina hala nola bere geroa eraldatu dezan lortu nahi da.

Jakitun izan behar gara errealitatea den bezala dela, hein handi batean, guk eguneroko eraikitzen dugulako; eta, beraz, esateko asko dugu bere eraldaketari dagokionez. Beharrezkoa da herritarrok partaide garen mendebaldeko paradigmak berarekin dakartzan mehatxu eta erronkez jabetzea. Gizateriak jasaten duen alderdi anitzeko krisia gainditzeko beharrezkoa da herritarrek komunitatearen balioa berreskuratzea ekarriko duten ekintzetan parte hartzearen beharraz jabetzea.

Herritarren benetako behar eta iritziak kontutan izango dituen bidea hartu

Gure ordezkari politikoak herritarren benetako beharrak eta iritziak kontutan izango dituen bidea hartzera bultzarazi nahi ditugu, bereziki aldaketa klimatikoak eta petrolioaren gailurrak irudikatzen duen antzestokiari begira, hau da, egun dauden energia iturri funtsezkoen baliagarritasuna erabat gutxitzen joango den errealitatearen aurrean.

Gure helburu garrantzitsuenetako bat gizartearen "aldaketaren zoriontasuna" espiritu baikorraz kutsatzea da, trantsizio mugimenduko

menduak bilatzen duen bezala erresilientzia handiagoa duen gizarte baterako bidean, energia eta klima krisien ondorioz datozkigun aldaketa garrantzitsuak kontutan hartuz. Paraleloki naturarekiko lotura handiagoa daukan eta giza balioak lehenetsiko dituen gizarte bat sortzea da gure nahia: BENETAN JASANGARRIA izango den gizarte.

Agintean den mendebaldar paradigmen norabidea aldatu

Hori guztia lortzeko, ezinbestekoa jotzen dugu agintean den mendebaldar paradigmen norabidea aldatu nahian lanean dabiltzan beste erakunde, kolektibo eta pertsonekin sare-lanean aritzea.

Talde gisa geure buruari ezarritako lehenengo helburuetako bat Ghandiren esaera jarraitzea izan zen: "Munduarentzat nahi duzun aldaketa izan zaitez".

Hori horrela, gure elkarlearen barruan erabakiak harzeko orduan asanblada bidezko sistema geureganatzea hautatu genuen, talde lanean aritzeko eta arazoak gainditzeko formakuntzan parte hartzean sakondu beharri lehentasuna emanez.

Ghandiren esaera maila pertsonalean ere betetzeko asmoarekin eta senarekin, taldekide bakoitzak pertsonalki benetan jasangarria den gizarte bat sortzeko jorratzen dituen eta beharrezkoak ikusten dituen ekimen, ekintza eta jarrerak adieraztera animatu ginen, taldekideok koherentzia irabazte horretan kutsatzeko eta, ondorioz, poliki-poliki gure pentsamendu eta ideiak gure errealitate indibiduala eta kolektiboa eraldatzen joateko.

Gure ibilbide motzean aurrera eraman ditugun ekintzak barne mailakoak eta kanpo mailakoak bezala desberdinu daitezke.

Barne ekintzen artean, gure inguruko landa eremuko berraktabazio proiektu baten baitan txertaturiko arrautza ekologikoen ekoizpenerako baserri batera egindako irteera, energian adituak diren taldekideen eskutik biodieselak lortzeko egindako esperimentua, hainbat baratze komunitarioetan parte hartzea, deshazkundera eta hiriak trantsizioan gaien inguruko barne formazioa, edota bi aste behin egiten diren bilerak azpimarratu genitzake.

Kanpora begirako ekintzei dagokienez, hainbat hitzaldi eskaini ditugu deshazkundera eta hirien trantsizioaren inguruan herri desberdinetan, eta bi eguneko zine-forum bat antolatu dugu "The End of Suburbia" eta "Simplicité volontaire et décroissance" dokumentalekin petrolioaren gailurra eta deshazkunderaren inguruko eztabaida sortzeko asmoz.

Bilboko Deshazkundera taldearekin elkarlanean gabiltzan proiektu interesgarrieneraiko bat duela gutxi hasi dugun "Zurbaran Eskola publiko trantsizioan" proiektua da. Bilbon dagoen eskola batean oinarritzen da eta trantsizio mugimenduen zutabeak txertatzea du helburu. "DEBALDE" doako denda martxan jartzeko lanetan ere Bilboko taldearekin elkarlanean dihardugu.

Gure taldeko hainbat kidek "Decrescendo" musika taldea sortu dugu, eta honezkero pasa den uztailan Gasteizko hainbat gizarte eragilek antolatutako "Munduko arrozak" herri-ekimenean parte hartu ahal izan genuen.

"Petrolioaren gailurra zer dan badakizu?"

Guretzat elkarlanerako sareak sortzen joatea eguneroko jarduna da. Harremanetan gauden elkarleen artean, ondorengoak azpimarratu ditzakegu Vitoria-Gasteizen: Gasteizko Hikaateneoa, Bidezko Bidean (gizarte ekimeneko kontsumo kooperatiba), Zadorra Fundazioa, Bionekazaritza (nekazaritza ekologikoko elkarre arabarra), Bizikleteroak (Gasteizen bizikletaren erabilpena sustatzeko elkarre) eta Norabide Aldaketa taldea.

Gure planteamenduak hirian zehar jarritako kartel anonimoen bidez zabaltzen jardun dugu herritarren interesa mezuarengana bideratzeko, eta ez mezua zabaltzen duenarengana. Mezuen adibide batzuk ondorengoak dira: "Petrolioaren gailurra zer den badakizu?", "Hurrengo hauteskundeetan zer bozkatuko duzu, Coca-Cola edo Pepsi-Cola?", "Lan gutxiago egin hobeto bizitzeko", "Eta pertsonen ekonomian garrantzia izango balute bezala izango balitz?" edota "Arriskurik gabe ez dago lorpenik".

□

Gure programaren proiektu garrantzitsuenak, "Alde Zaharra Trantsizioan", bertan parte hartu ahal izango luketen elkarleen mapeo bat egitean datza. Harremanetan jartzeko ideia udazken aldean daukagu.

Etorkizuneko ekintzei dagokienez, uda ostean hainbat ekintzetan parte hartu eta antolatzea helburu bezala jarri dugu. Ekintzarik nabarmenenak ondorengoak dira:

2010/09/11 – Sareen Sareko mugimenduko "Euskal Herria – Errioxa" taldearen jardunaldi irekiak (<http://redesenred.net/>).

2010/10/17 – Pobreziaren aurkako nazioarteko eguna

2010eko udazkena edo 2011ko udaberria – Deshazkundera eta hirien trantsizioari buruzko konferentzia-etzabaidaren antolaketa. Erreferentziako hizlari bat gonbidatu nahi da eta hiri mailako auditorio garrantzitsu bat erabiliko da.

Paraleloki, Euskal Herriko Deshazkunderako sareko taldeetan parte hartzen jarraituko dugu. Bertan, Gasteizko ordezkariak gain, Bilbo eta Gipuzkoako ordezkariak ere biltzen dira.

Erreferentziak:

-**Deshazkundera:** Euskal Herriko deshazkundera sarea (www.deshazkundera.org).

-**Bizikleteroak:** Vitoria-Gasteizen bizikletaren erabilpena sustatzeko elkarre (www.bizikleteroak.org).

-**Bidezko Bidean:** gizarte ekimeneko kontsumo kooperatiba – Taberna – Jatetxea – Hitzaldi eta kontzertuetarako gela – Elikadura subirautearen printzipioetan oinarritutako espazioa, eta ekimen alternatiboendako plataforma eta gunea izatea du helburu (<http://bidezkoidean.elkarre.net/>).

-**Zadorra Fundazioa:** Araban bertako nekazaritza ekologikoa sustatzen duen elkarre (www.zadorrafundazioa.com).

-**Bionekazaritza:** nekazaritza ekologikoko arabar elkarre (www.servinet-multimedia.com/dp/bio).

□

Egoera arranguratsua

Kiskil

Joan den egunean entzun dut Garaziko Resto du Coeur-ek egoitza berria estreinatuta zutela. Baliatu ziren, horko arduradun batekin aurtengo neguaren bilduma egiteko. Harridura eta beldurra sorrarazi dit, entzun dudalarik 18 000 apairu banatu zituztela. Garai batez entzuten zen, "Bo barnealdean edozein gauza gertaturik ere bederen janaria segurtatzen da gure kanpaina hauetan" edo "Bo gerla denboran, ez dugu goserik jasan, hori bederen bazen!" Iduri zen, kanpaina eskualdeetan janaria beti segurtatua zela, he be ez!

Behar genuen 21. mendea irudikatu, hau ikusteko! 6000 biztanle duen kantonamendu batean, hainbeste jende kakan dela entzuteko. Barkatu irakurlea baina ez da beste hitzik holako egoera baten aitzinean. Jakinez, maleruski egoera hori ez dela bakarrik Garazin kokatzen.

Memento berean entzuten da, ministro horien astakeriak: zigarro kontu dela, familia aberats puxant baten diru xuritze, hegazkin fresak, apartamendu sozial delakoak, agintari ohi bezala erretrata alimaleak... Noiz arte onartuko dugu, egoera sozial hau? Noiz arte jendarte honek segitu behar du, desorekatzen? Ez ote da pentsatu behar, ze borroka mota behar den plantan jarri, egoera honen kontra egiteko?

Beste kontu arranguratsua, erretreten erreforma! Hor ere betiko petzeroak? Langile xumeak, bereziki emazteak (aldi bat gehiago!) eta gazteak, egoera hori jasanen dutena. Manifestazio handiak antolatuta dira eta ondoko hilabeteetan ere beste mobilizazio batzuk eginen dira. Horrekin aski izanen da, agintari horien gibelarazteko? Ez ote dugu pentsatu behar borroka mota ezberdin batzuk, agintari hauei erakusteko, ez dela zer nahi egiten ahal gure bizkar, gure geroa baita jokoan?

Sozial egoera kezagarri batean gaudela, indarrak meta ditzagun, sindikatu eta mugimendu ezberdin artean. Fronte azkar bat ez badugu sortzen, akabo izanen gira. Euskal Herri honetan diren beste aldarrikapen batzuk ez dute sentzurik izanen, ez badugu lortzen lan edota erretreta baldintza onak. Erran nahi baitu bizi molde duin bat denendentzat!

□

EDITION DE BIZI!

Travailler une heure par jour



Mot de présentation

Voici un premier extrait du livret «*Travailler une heure par jour*» édité par Bizi!

Ce livret est disponible (à 1€) au local de Bizi! ou téléchargeable sur le site de Bizi!

Son objectif est de montrer «*Comment une société moderne pourrait fonctionner, et vivre mieux qu'aujourd'hui, en réduisant radicalement le temps de travail ?*».

Il se veut être un exercice pédagogique démontant point par point la perversité des règles fondant l'économie capitaliste. Un exercice très concret, compréhensible par le plus grand nombre.

De format A5, comptant une soixantaine de pages, n'hésitez pas à vous le procurer le plus vite possible : une bonne idée de lecture pour cet été, sur votre hamac...

(...) Qui sont les utopistes ?

A ceux qui nous traiteront d'utopistes, nous leur répondons ça dépend. Oui, nous revendiquons l'utopie dans son sens positif, c'est-à-dire en tant qu'elle est un horizon, un objectif inaccessible mais qui néanmoins permet de rêver et de se projeter un tant soit peu dans l'avenir. Mais si l'utopie consiste en la croyance en un monde complètement irréaliste, complètement à côté de la plaque, alors nous disons que les utopistes ne sont pas là où l'on croit.

L'utopie (dans son sens péjoratif), c'est de croire que le système actuel marche. Nous avons construit notre économie sur une logique de dominations et de violences : domination des femmes, des immigrés et violences contre les pays du Sud, domination et violence contre la nature. En 1972, le Club de Rome, rassemblement d'experts de plusieurs pays riches, avait publié un rapport intitulé «*Halte à la croissance ?*» dans lequel il mettait en garde la société occidentale contre les risques liés à une croissance sans fin dans un monde fini. Aujourd'hui, 36 ans plus tard, nous sommes toujours confrontés au même problème et nous commençons à ressentir les effets d'une telle aberration : le réchauffement climatique, dû aux émissions de gaz à effet de serre, met en péril l'équilibre climatique de la planète et les diverses pollutions et l'urbanisation non maîtrisée provoquent ce que certains biologistes appellent la sixième extinction des espèces. Halte à la croissance ?

Une croissance infinie dans un monde fini.

Là est le rêve. Le cauchemar, plutôt. Une juste répartition des ressources de la planète vou-

drait que chacun des 6,7 milliards d'individus qui habitent la Terre ait droit à la même part en ce qui concerne les sources d'énergie, de matières premières alimentaires et non-alimentaires, et d'émissions de polluants (notre planète a en effet une capacité d'absorption assez conséquente des déchets produits par tout mode de vie. A condition de ne pas abuser, bien sûr...). Or, si tous les humains avaient le mode de vie d'un français moyen, nous aurions besoin de trois planètes comme la notre. Problème, il n'y en a qu'une. Preuve que le capitalisme est un système irréaliste, complètement à côté de la plaque... utopiste. Et notre mode de consommation ne peut perdurer qu'à une condition : que la domination des peuples les plus pauvres se fasse de plus en plus dure. Car si la Terre ne peut supporter que tous ses habitants aient le même mode de vie que nous, l'alternative est simple : ou bien nous croyons en l'égalité de toute vie humaine et nous, occidentaux, réduisons notre empreinte écologique, ou bien nous empêchons les milliards d'êtres humains qui peuplent les pays du Sud d'accéder au confort que nous pensons normal pour nous. Cette deuxième alternative nécessite une pression économique, politique et militaire perpétuelle pour maintenir encore et encore ces femmes et ces hommes dans une misère artificielle dont ils ne peuvent vouloir que s'émanciper. Le philosophe André Gorz prévoyait pour bientôt la fin du capitalisme. Selon lui, ce système gangrené par ses contradictions, et sous la pression que celles-ci font peser sur lui ne peut que s'écrouler. Il imagine deux issues possibles : civilisée, les humains ne pouvant plus supporter ces tensions, ou barbare, c'est-à-dire par une série de catastrophes sociales et naturelles. Ni la croissance économique ni le travail ne sont des fatalités, ils font partie d'une idéologie créée il y a peu par l'humain. D'autres mondes sont donc possibles. Et si la sortie du capitalisme par la voie civilisée n'est pas un objectif facile, nous pensons que la difficulté sera plus idéologique que pratique. Cet ouvrage se veut être une petite pierre apportée à la bataille pour la diffusion de nouvelles idéologies à la place de celle dans laquelle nous sommes né(e)s et avons grandi(e)s. Équité ou oppression, liberté ou aliénation, civilisation ou barbarie... à nous de choisir. (...)

□

Nouvel extrait au prochain numéro

Vacances responsables

Eco-conseils pour des vacances éco-responsables

Les vacances et les voyages sont synonymes de plaisir, d'évasion, de dépaysement et de rencontres. Toutefois, le tourisme n'est pas sans conséquence pour les populations locales et leur environnement, il contribue au changement climatique. Alors, comment faire pour limiter notre impact ? Vous trouverez ci-dessous, des idées pour voyager autrement et des conseils pour adopter les bons gestes.

AVANT DE PARTIR :

1. Comparez les différents modes de transport pour vous rendre à destination et optez pour le moins émetteur en CO2.

Pour vous aider la SNCF et l'ADEME vous proposent un site internet : ecocomparateur.voyages-sncf.com

Il vous permet de comparer les offres des différents modes de transport proposés sur le site Voyages-sncf.com pour des destinations desservies par le train, dans l'Hexagone et en Europe proche : avion, train, voiture et de prendre en considération plusieurs critères pour faire le meilleur choix possible : la durée du transport, le coût et son impact sur l'environnement.

2. Préparez vos bagages avec soin

- Réduisez au maximum le poids de vos bagages. Réduire de 15 kg ses bagages peut économiser entre 100 et 200 kg éqCO2 sur un vol Londres – Tenerife.

- N'emportez pas de produits générant des déchets sur place

- Faites la chasse aux emballages. Pensez à retirer vos crèmes, shampoings... de leurs cartons d'emballage.

- Evitez les produits jetables comme les rasoirs, les lingettes...

- N'emportez pas de produits polluants comme des piles.

<p>Vous souhaitez limiter les émissions de CO2 ? Achetez de préférence des produits locaux et des fruits et légumes de saison !</p>	<p>Pour jardiner vert, préférez les engrais naturels ou utilisez votre compost.</p>
<p>La clim' et moi ? Seulement lorsque c'est indispensable.</p>	<p>Profitez de votre temps libre et du beau temps : Marchez et faites du vélo plutôt que d'utiliser votre voiture.</p>
<p>Respectons la nature et la biodiversité : ne jetons pas nos déchets n'importe où ! Et pensons au tri !</p>	<p>Respecter la nature passe aussi par des gestes simples : respecter les zones protégées, ne pas cueillir de plantes ou de fleurs sauvages, ne pas nourrir les animaux sauvages...</p>
<p>Vous êtes sensible à l'environnement et souhaitez voyager autrement ? Découvrez l'écotourisme !</p>	<p>L'été, l'eau potable est une richesse très précieuse. S'il n'y a pas de restriction, j'arrose mes plantes le matin et le soir pour limiter l'évaporation.</p>
<p>Pour garder le sourire, roulez zen et souple. En un mot, roulez éco-responsable !</p>	<p>Ayez le réflexe économies d'énergie ! Eteignez tous vos appareils électriques lorsque vous partez en vacances.</p>

Vous éviterez ainsi de les jeter sur place alors que certains pays ne possèdent pas de systèmes de gestion optimisée de ces déchets.

- Privilégiez les produits labellisés NF Environnement ou portant l'écolabel européen. Leur utilisation a un impact réduit sur l'environnement. Cela prend tout son sens en particulier dans les pays du Sud où les eaux ne sont pas toujours traitées.

- A la plage, optez pour des laits solaires plutôt que pour des huiles. L'huile solaire forme un écran à la surface de l'eau et ralentit la photosynthèse des végétaux sous-marins.

- Choisissez des vêtements adaptés. Pensez à vous renseigner sur la coutume vestimentaire du pays où vous vous rendez afin de respecter la population que vous allez rencontrer. Par exemple, dans les pays musulmans, les femmes doivent garder les jambes couvertes (jupe longue ou pantalon), en Italie, les femmes doivent se couvrir la tête pour visiter une église, en Inde, mieux vaut rester les bras couverts si vous ne voulez pas choquer...

(Suite la semaine prochaine...)



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Enb.: En quoi l'acquisition du domaine d'Agerria est une opportunité stratégique dans le développement de la capitale de la Soule?

M. E.: Agerria, en plus des 97 ha de surface de bois et champs, est aussi un magnifique bâtiment de 6.000 m² de planchers, sur trois étages.

Mais c'est aussi une installation de cuisine collective en parfait état et aux normes, un système de sécurité incendie tout récent, un ascenseur, une capacité d'accueil de 150 places en 4 dortoirs et environ 60 chambres de 1 à 2 lits plus de nombreuses salles pour activité diverses, 3 réfectoires entre 20 et 150 places assises, des espaces extérieurs très importants, avec une exposition du site plein Est.

L'apport pour Mauléon de 150 personnes à l'année, semaine après semaine, c'est un apport de population de 5 % supplémentaire à tous les niveaux: consommation, animation, emplois directs et induits, échanges etc.

En résumé, nous avons un outil d'accueil magnifique entre les mains, à nous d'être imaginatifs pour le faire vivre.

Enb.: Fort de votre engagement dans le combat pour la langue et la culture basques, de votre investissement professionnel dans l'entreprise industrielle et démocratiquement comme Maire de Mauléon, quel diagnostic portez-vous sur l'avenir de la Soule?

M. E.: Une constante dans la réflexion, l'avenir de la Soule dépend des Souletins! Même si cela paraît bête de dire cela, n'imaginons surtout pas que Paris, Bordeaux, ou même Pau ou Bayonne, nous aideront. Nous obtiendrons de l'aide de l'extérieur à condition d'avoir des projets, d'être séduisants, d'être dynamiques. Les partenariats suivront sans aucun doute. Autre constante, la géographie impose que celui qui travaille en Soule, habite aussi en Soule. Ceci induit énormément de choses.

Nous sommes aux limites du Pays Basque et pourtant en Pays Basque. Nous sommes au centre d'un département tiraillé entre deux Communautés d'agglomération, et cela n'est pas bon pour le «*ventre mou*» dans lequel se trouve la Soule. A ce titre-là, les démarches Pays Basque 2010 et 2020 ne peuvent qu'être bénéfiques pour nous, même si je considère que notre territoire étant loin des yeux, est aussi loin des cœurs et des décisions!

Malgré cela, notre industrie est dynamique avec 250 emplois dans l'agro-alimentaire et 700 emplois industriels, très diversifiés, dans des entreprises à capital et des dirigeants locaux en très grande majorité. La crise fait souffrir tout le monde mais nous n'avons pas de défaillance à déplorer et même les sociétés qui ont dû se séparer de personnel en 2009, ont pu réembaucher cette année.

La Soule travaille à son image de petit territoire, préservé et dynamique. Le concept est celui de l'éco-tourisme: filière bois-énergie (le bois de nos forêts dans nos chaudières), vente directe de viande (la viande de nos petits élevages directement dans l'assiette du consommateur grâce à un investissement de 1.7 M€ pour une salle de découpe et des formations



Le domaine d'Agerria

aux éleveurs pour leur apprendre à commercialiser leur production hors de Soule), aide aux producteurs de fromage fermier (travail collectif sur le potentiel commercial de ce produit haut de gamme), travail sur la préservation de l'espadrille de Mauléon et de son image, avec les «*espadrilleurs*» locaux, constitution de réserves foncières grâce à l'EPFL, etc., les chantiers ouverts sont nombreux.

Mauléon même est très «*cosmopolite*» de par son histoire «*espadrille*» récente, avec l'arrivée massive de travailleurs navarrais et aragonais puis portugais dans les années 1950 à 1970, sans compter l'apport des exilés de la guerre civile espagnole. Mauléon est en Soule et nous sommes sans équivoque en Pays Basque. La langue basque, l'identité basque ne sont pas et ne doivent pas être folklorisées, ce serait grave, car, quand on vend des espadrilles, de la viande, des charpentes métalliques ou des pièces d'avion, dire que ces produits sont fabriqués en Pays Basque est un gage de reconnaissance et d'identification dont on aurait bien tort de se passer.

Notre culture et notre langue sont une différence à valoriser, c'est ce que je me dis, tout en déplorant par ailleurs la perte de locuteurs. J'espère que l'Office public de la langue basque, surtout de par l'officialité qu'il apporte à une demande sociale forte, fera se retourner les tendances lourdes constatées. Et quelques signes sont encourageants de cette prise de conscience: dans les écoles publiques de Mauléon, 50 % des inscriptions se font dans le modèle Ikas-Bi.

Mais n'oublions pas non plus, malgré le discours et les actes volontaristes, que la capacité de rebond en ce domaine précis du dialecte souletin lui-même est limitée. Restons très vigilants et persuasifs.

Enb.: La consultation citoyenne Batera,

en mars dernier, a eu un réel impact en Soule. Quelle signification en tirez-vous?

M. E.: Sur ce point précis de Batera, je crois que ce qui s'est passé en Soule est édifiant à plusieurs niveaux. Je rappelle les chiffres pour la Soule: 34 % de votants (soit la moitié du corps électoral votant habituellement) et 67 % de OUI.

Tout d'abord cette conscience d'appartenir au Pays Basque, sans complexe: que je parle la langue ou pas, je vis en Pays Basque, je m'identifie donc à un territoire typé et reconnu comme dynamique, c'est valorisant!

Ensuite, une vraie césure dans la perception et l'analyse personnelle entre violence et appartenance. Les gens sont allés voter en conscience et librement.

Ensuite encore, le projet qui demande un statut de collectivité territoriale dans le cadre administratif français, donc légaliste, est rassurant. Ceux qui n'ont pas voté auraient-ils voté NON? Je ne suis pas sûr, ou du moins je pense que le vote aurait été très mitigé. Je pense que les Souletins comprennent que notre place dans le ventre mou de ce département, à forme et projet indéfini, est un handicap.

Le signal donné par ce vote est fort et m'importe beaucoup à titre personnel. En effet, le message est passé, je crois, de savoir vers quel côté penche la Soule et demande à être rattachée si, par cas, elle devait intégrer un territoire plus grand. Et tout le travail collectif fait sur le Pays Basque depuis 20 ans est une vraie avancée pour nous. Par exemple, si l'EPFL du Pays Basque, structure qui couvre les trois provinces du Pays Basque et fruit des réflexions Pays Basque 2010, n'avait pas existé, Mauléon n'aurait pas pu racheter Agerria c'est évident. Et dois-je rappeler que l'autre partie du département n'a toujours pas d'outil similaire.

(1) Etablissement public foncier local Pays Basque



Rencontres entre EA, Aralar et Batasuna

Les trois organisations se sont officiellement réunies à deux reprises pour envisager un projet commun. Une alliance électorale n'est même pas à l'ordre du jour.

LES trois formations se sont rencontrées pour la deuxième fois début août. Les divergences de fond demeurent sur la fin définitive des activités d'ETA. Aucune alliance électorale ne semble réalisable pour le scrutin de 2011. La signature d'un accord entre l'ex-Batasuna et EA le 20 juin dernier au palais Eskualduna de Bilbao portait sur l'élaboration d'un pôle indépendantiste. Aralar, la formation abertzale de gauche opposée à

définis par le sénateur américain Mitchell, sont évidemment un élément déterminant pour le démarrage de ces rencontres. Mais il semble qu'elles marquent le pas. Un communiqué extraordinairement laconique a été rendu public à la suite de la dernière réunion le 4 août. Pour l'essentiel, il se borne à annoncer que les rendez-vous vont se poursuivre, mais sans préciser de date. C'est bien maigre. En fait, une pierre d'a-

“Une simple trêve d'ETA ne suffira pas et le coordinateur général d'Aralar, Patxi Zabaleta, parle “d'un arrêt permanent et garanti” .”

le coordinateur général d'Aralar, Patxi Zabaleta, parle «d'un arrêt permanent et garanti».

Plurielle, civile et ouverte

L'autre point de divergence porte sur la constitution d'un pôle indépendantiste. Aralar pense que celui-ci doit être ouvert aux démocrates qui le souhaitent, à des partis qui ne sont pas indépendantistes, à l'instar de ce qui se passe en Catalogne. Le but est de bâtir à terme une «gauche abertzale plurielle, civile et ouverte».

Le dernier communiqué d'ETA n'a fait que répéter ce que l'on savait déjà et les divergences de fond demeurent. Il est donc prématuré d'évoquer une alliance électorale pour les prochaines élections de 2011. La question n'est même pas à l'ordre du jour des rencontres entre les trois formations, tant elle paraît prématurée. Le coordonnateur d'Aralar en Navarre, Txentxo Jimenez, indique: «Ni les trois partis, ni leurs bases sociales, ne sont prêts ou n'ont avancé dans une démarche de convergence pour faire des paris de ce type». An sein d'EA en outre, l'accord signé le 20 juin avec l'ex-Batasuna fait des vagues: trois élus d'Eusko Alkartasuna siégeant à la municipalité d'Etxalar et plusieurs adhérents ont annoncé qu'ils quittaient le parti, du fait de ce rapprochement avec la gauche abertzale. Après le départ de l'essentiel d'EA en Gipuzkoa —il a fondé Hamaika bat— l'hémorragie n'est pas terminée.

Une alliance électorale à trois est dans tous les esprits, tant elle impliquerait un bouleversement de la carte politique basque et des enjeux de pouvoir. Aussi bien dans la Communauté forale de Navarre où la coalition Nafarroa bai (dont l'ex-Batasuna interdit est absent), que dans la Communauté autonome basque. Mais les hypothèses sont une chose, les faits et les pesanteurs sociologiques en sont une autre: ad augusta per angusta.

2011 risque donc d'être un remake du précédent scrutin, avec la possibilité pour les deux partis espagnolistes PP et PSOE de conquérir de nouvelles places fortes qu'ils raviront au PNV, villes et députations.



Patxi Zabaleta et Aintzane Ezenarro

la violence d'ETA, en était absente. Finalement, les trois formations se sont officiellement réunies à deux reprises pour envisager un projet, voire à plus long terme, un avenir commun. Le fait qu'ETA ait suspendu de facto ses attentats depuis plusieurs mois et l'engagement solennel de Batasuna en faveur des moyens exclusivement démocratiques et des principes

choppement demeure, toujours la même. La porte-parole d'Aralar au Parlement de Gasteiz, Aintzane Ezenarro, la résume ainsi: «Il est nécessaire de demander à ETA un arrêt définitif et unilatéral de tout type de violence, sans contrepartie politique» et Batasuna «doit commencer à reconnaître toutes les victimes, y compris les victimes d'ETA». Une simple trêve ne suffira pas et



Vendre la terre au plus offrant est un délit !

Réaction du syndicat paysan ELB à la vente à Larrau d'une borde et de 2,5 hectares

La Terre devient source de spéculation, simple bien commercial et ce sont toutes les luttes d'ELB en faveur du maintien d'un tissu paysan fort au Pays Basque qui perdent tout leur sens!

A quoi bon revendiquer des répartitions équitables de droits à produire, mener des batailles sanitaires, travailler à produire de la qualité en respectant la Terre et le consommateur, se battre en faveur des petits paysans, de l'installation de jeunes non issus du milieu agricole si au bout du compte, la Terre passe de main de propriétaire à la recherche d'un maximum de profit en main d'acheteurs fortunés, si la Terre d'outil de travail se transforme en zone de loisirs.

La position de la commune de Larrau en montrant publiquement son opposition à la vente à un prix exorbitant d'une Terre agricole pour la destiner à être une zone de villégiature est exemplaire. Elle met en avant toutes les craintes que le syndicat dénonce depuis de nombreuses années: des prix qui s'envolent, une terre qui change de destination laissant sur le carreau le paysan qui ne peut pas payer, mais aussi l'ouvrier ou le salarié en recherche de logement et au budget limité. En clair, c'est la loi de l'argent et du profit qui règne entraînant des conséquences désastreuses sur un plan agricole et sociétal (transmission des exploitations quasiment impossibles, des arrangements de familles irréalisables sans démantèlement des exploitations, des villages devenus zones dortoirs ou de résidences secondaires, vide de paysans, vide de vie).

S'il existe bien des outils destinés à freiner cette spéculation, on peut douter de leur efficacité. En effet quand la SAFER, appelée à ré-estimer le bien situé à Larrau, annonce 20.000 euros pour une petite borde et 2,5 ha très accidentés (vendue initialement à 55.000 euros), ELB ne peut que dénoncer la surenchère créée par nos propres outils agricoles, qui, ne l'oublions pas, sont rémunérés à la commission. Dans ces conditions, quel lien y-t-il entre le prix de vente d'une terre et le revenu agricole que cette même terre est censée apporter? On peut légitimement se poser la question.

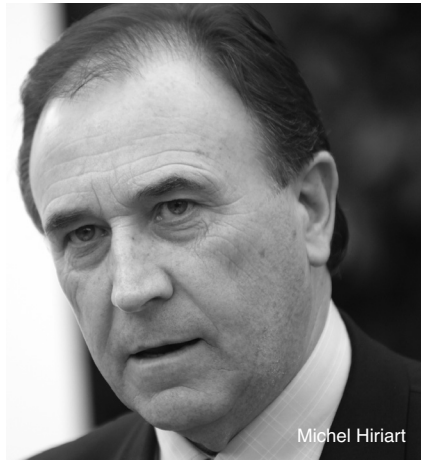
Acheteurs, vendeurs mais aussi intermédiaires (promoteurs et agents immobiliers), votre responsabilité est lourde, par vos choix vous détruisez notre outil de travail, notre outil de vie, vous détruisez l'avenir du Pays Basque. Humainement, vous commettez ce qui devrait être considéré comme un délit. Assumez-en la responsabilité!

Les élus locaux ont aussi un rôle à jouer. Nous nous félicitons de la détermination de bon nombre d'entre eux contre le projet de LGV mais nous attendons la même fermeté dans la lutte quotidienne contre la «spéculation à grande vitesse», à l'image de ce qu'a fait la mairie de Larrau.

A l'appel d'ELB, 200 personnes ont manifesté samedi dernier 7 août à Ciboure, commune résidence de l'acheteur de la borde de Larrau destinée à la location de vacances.

LGV : un partenaire fait défaut !

CONTRAIREMENT au discours ambiant, qui résiste au projet LGV est entendu! C'est ce qui est apparu lors de la dernière assemblée communautaire du BAB le 23 juillet. En effet, le Conseil d'aggloméra-



Michel Hiriart

tion, conformément à son vote du 12 février 2010 décidant de sa participation au financement du Grand projet Sud Ouest de la LGV qui l'engage pour 65 millions d'euros (valeur 2006) (1), a voté cette fois-ci sa quote-part aux études préliminaires pour 250.000 €.

Mais à la lecture de la Convention d'études, un conseiller a révélé qu'il y avait un co-signataire d'origine absent sur la liste actuelle, à savoir: la Communauté de communes Sud-Pays Basque! Or, dans le protocole d'origine, la collectivité Sud-Pays Basque était appelée pour financer, à hauteur de 25 millions d'euros, la nouvelle ligne dont, dans un premier temps, la partie Tours-Bordeaux. Dans le document approuvé la semaine passée par la CABAB apparaissent tous les partenaires publics: Etat, RFF, Région Aquitaine, Conseil général de Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, la Communauté d'agglomération du grand Dax, l'Agglomération du Marsan, l'Agglomération de Pau-Pyrénées et la CABAB... Manque Sud-Pays Basque et son premier adjoint de St Jean de Luz, Michèle Alliot-Marie, ministre d'Etat.

On sait en effet que cette intercommunalité fait bloc, dans le refus de la LGV, avec celles de Nive-Adour et Errobi. Tous leurs maires ont défilé en tête des manifestations de masse de Bayonne et d'Hendaye, et le président Sud-Pays Basque, le maire de Biriattou, Michel Hiriart, a réaffirmé de multiples fois qu'il ne répondait plus aux sollicitations de l'Etat et de RFF. C'est cette forte volonté qui aujourd'hui est prise en compte... provisoirement? définitivement? Le combat anti-LGV rebondit!

(1) Martine Bisautia, G. Daubagna, J-P. Roux et Jakes Abeberry ont voté contre. Pierre Paul Déjean abstention.



Ciboure, samedi 7 août



Une cible idéale

● Jakes Bortayrou

FIDÈLE à lui-même, Sarkozy enfourche à nouveau son cheval de bataille favori dans la perspective de futures échéances électorales: instrumentaliser les faits divers, distiller la peur, construire des ennemis intérieurs pour apparaître comme l'homme à poigne de la situation. Revenant à une de ses obsessions déjà ancienne il s'en prend à nouveau aujourd'hui aux Roms et Gens du voyage, populations en marge que bien peu connaissent et dont bien peu prendront la défense dans la société française. Bref une cible idéale et facile.

Mais derrière les amalgames et les effets d'annonce de qui parle-t-on et de quoi parle-t-on? On désigne à la vindicte populaire des populations aux statuts, origines et problématiques différentes. Au lieu de sérier les problèmes réels de misère, d'intégration, de discrimination dont elles sont victimes, on met en avant leur dangerosité potentielle et, des bidonvilles de Saint-Denis, à l'attaque d'une gendarmerie par des jeunes à Saint-Aignan en passant par l'occupation d'un stade à Anglet, la croisade peut commencer. Un contre-feu qui tombe à pic face aux affaires Woerth et autres questions sociales en suspens.

Le terme de «Rom» qui signifie «homme» en langue romani, désigne des populations implantées en Europe orientale et particulièrement en Roumanie. Sédentaires à 90% mais très pauvres et victimes de discrimination, voire de persécutions, de nombreuses familles tentent leur chance dans d'autres pays de l'Union européenne, comme la France ou l'Italie où leur situation n'est guère meilleure. Victimes de tous les préjugés anciens liés aux Gitans, Romanichels ou Bohémiens leurs conditions de vie sont

extrêmement précaires et leur situation sanitaire alarmante. Reste qu'au grand dam de Sarkozy et de sa clique, ce sont des citoyens européens qui, à l'encontre d'autres populations immigrées, ont des droits reconnus par la loi.

Mais le terme «Rom» est par ailleurs celui adopté par l'Union Romani Internationale (IRU) et les Nations Unies pour désigner un ensemble de populations, ayant en commun une origine indienne et constituant des minorités entre l'Inde et l'Atlantique. Ces populations ont été appelées de différentes façons par les habitants des territoires où elles se sont progressivement installées au cours des dix derniers siècles comme Gitans, Tsiganes, Manouches, Romanichels, Bohémiens, Sintis, ou parfois Gens du voyage dans l'état français. Impossible de résumer l'histoire mouvementée de chacun des groupes mais victimes de stéréotypes tenaces, ils ont tous souffert de discriminations et de persécutions jusqu'à l'extermination pendant la dernière guerre mondiale. Ils ont pourtant fortement enrichi le patrimoine culturel (musique, danses, coutumes) de nombreux territoires et notamment au Pays Basque (cf. l'ouvrage «Bohémiens» de Nicole Lougarot) sans d'ailleurs que les autochtones le reconnaissent ou même le sachent vraiment. Suite à la chute du bloc soviétique une nouvelle conscience romani s'est développée dans toute l'Europe et on assiste à la naissance d'une nation Rom. Les jeunes générations qui remettent souvent en cause les valeurs traditionnelles les plus pesantes de leur communauté, portent des revendications de reconnaissance collective des Roms comme minorité nationale mais aussi d'égalité effective des droits avec les autres citoyens et de



“... Sommées de s'intégrer, de se sédentariser pour les nomades, personne n'en veut près de chez soi...”

combat antiraciste. Si l'on retient la signification large du mot «Rom», elle désigne donc dans l'État français des personnes de citoyenneté française en majorité et d'autres immigrées.

La dénomination administrative «gens du voyage» utilisée en France cache le refus de reconnaître toute minorité nationale. Mais seul un tiers des Roms de citoyenneté française sont nomades. Par contre, parmi les gens du voyage beaucoup le sont par nécessité économique et n'ont aucune ascendance Rom. La plupart sont des citoyens français. Malgré la loi obligeant les communes de plus de 5.000 habitants à aménager des aires d'accueil, celles-ci restent très insuffisantes et souvent insalubres, ce qui occasionnent périodiquement des conflits avec les autorités et les populations locales. L'amalgame entre ces différents groupes de personnes, que les discours et la politique de Sarkozy ne font qu'aggraver, est la norme. Différentes par leur statut social et/ou leur origine et culture ces populations sont l'objet de tous les fantasmes, de toutes les peurs et coincées dans une situation paradoxale: sommées de s'intégrer, de se sédentariser pour les nomades, personne n'en veut près de chez soi et elles sont constamment rejetées. On arguera du fait que la délinquance est plus élevée chez les Roms que dans l'ensemble de la population. Elle est pourtant la même par classe sociale équivalente, mais comme pour les Noirs et les Arabes elle permet d'associer origine ou couleurs de peau et dangerosité sociale. La chasse aux Roms (et aux voix) peut commencer.

Sur votre agenda

Agorilla:

● **Judis 12 et 19, à partir de 21h30, BIARRITZ** (Eglise Sainte Eugénie). Les jeudis d'Oldarra, concert du chœur d'hommes Oldarra.

● **Samedi 14, 19h30, HENDAIA** (Halles). Clôture de l'exposition «La Flamme / Garra» au profit de Pompiers sans Frontières suivi du concert du groupe hendayais Dingwasn, reggae fusion dub quintet.

● **Jusqu'au samedi 28, BIARRITZ** (Médiathèque). Exposition de photographies de Mikel Dalbret et Eric Barrère, dans le cadre de l'exposition du Bellevue «L'océan, visions d'artistes du 19^{ème} au 21^{ème} siècle». Mikel Dalbret entraîne le flaneur à sa suite.

Le Pays Basque et le Plan climat

☞ (Suite de la page 3)

50kwh/an/m². Mais sur de l'existant (2/3 du parc) le ratio actuel est 375kwh/an/m². Les progrès à faire sont immenses, mais aussi très chers et complexes. Il y a fort à parier qu'en particulier, la tranche des «petits» propriétaires, renâclera à se payer les investissements colossaux à réaliser (par ailleurs, l'Etat n'ayant plus d'argent, les primes type économie d'énergie seront de moins en moins intéressantes...), leurs «petits» locataires seront eux aussi «énergie-dépendants» dans les années futures... Le secteur de prédilection pour asseoir cette action est le secteur du bâtiment public (c'est lui qui devra

montrer l'exemple).

La demande par le Garapen Kontseilua de se doter en matière de «Plan climat» de capacité et de compétence a été appuyée par l'assistance. Mais tout est à faire pour notre territoire, dont l'existence même est niée. Une bonne méthode sera de mettre en pratique, de façon douce, un transfert d'effectif du conseil général vers le Garapen Kontseilua, avec budget associé. Cela a été suggéré, «en off», à J-J. Lasserre, mais ...

Voilà pour ce mois, si vous avez sur le sujet (immense) des points de vue annexes ou contraires, n'hésitez pas écrire au journal, qui transmettra. Laster arte!

Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

Pour le renouveau de la Soule 4 et 9
Rencontres entre EA, Aralar et Batasuna 10

● **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr